

MALGRÉ LA TRAHISON, LA LUTTE CONTINUE!

Le recul n'est pas la défaite

LA grève trahie n'aura apporté aux travailleurs en lutte que de médiocres satisfactions matérielles. Mais ce n'est pas une défaite.

Car la victoire ne réside pas seulement dans le recul de l'Etat devant les travailleurs résolus et unis, dans la satisfaction de tout ou partie des revendications. La victoire est beaucoup plus profonde : c'est la victoire des travailleurs contre la division, la désorganisation, le découragement. Les travailleurs français, longtemps indécis et découragés par le jeu des syndicats et leur impuissance devant l'offensive de la réaction, ont retrouvé le terrain et le sens de la lutte de classes, ont retrouvé en quelques heures le courage, la détermination, le sens de leur puissance face à l'Etat et au patronat. Et notre devoir est de rendre consciente à tous cette victoire dont la portée et les conséquences sont incalculables.

Le caractère le plus apparent de la grève d'août, dès le début, a été sa spontanéité, l'insurrection brutale contre la misère et la réaction, de plusieurs millions de travailleurs, mettant au pied du mur les directions des centrales syndicales, les obligeant à donner leur caution à une grève qu'elles n'avaient ni préparé, ni voulu.

Le mouvement d'août 1953 aura été marqué aussi par sa popularité : mises à part les diverses fractions de la bourgeoisie et aussi une partie inconsciente du prolétariat, surtout chez les employés, la population dans sa grande majorité a été aux côtés des grévistes. La grève a rencontré la sympathie de larges masses paysannes indignées de la réapparition de la politique Paul Reynaud, indignées du cynisme des députés et ministres invoquant les économies et partant à Di-nard ou à Monte-Carlo après s'être attribué une substantielle augmentation.

Même les cadres furent entraînés dans la grève. Le regret de toute la population travailleuse, c'est seulement que la grève n'ait pas été immédiatement générale, son manque d'audace et de puissance offensive en quelque sorte.

Autre caractère de cette grève : le morcellement rapide de la combativité, de la volonté et des capacités de contrôle des travailleurs en grève. La trahison des directions F.O. et C.F.T.C. était, spontanément une fois encore, mise en échec en quelques heures et d'abord par les militants de base de ces centrales, l'ensemble des grévistes montrant un allant, une décision laissant loin derrière eux les encouragements embarrassés de la direction C.G.T., surprise, inquiète, débordée, plus attentive à tirer bénéfice des manœuvres F.O.-C.F.T.C. qu'à donner du mordant et une orientation active à la grève. La classe ouvrière,

aujourd'hui, alors qu'on pouvait craindre un oubli total, une totale inutilité des expériences passées, montre qu'elle a acquis un nouveau réflexe : elle n'écoute plus aujourd'hui, aveuglément, les dirigeants, c'est elle qui dans ses Assemblées et à travers ses Comités de grève, dicte sa volonté, décide, chasse les traîtres, méprise et bouscule les timorés, choisit, contrôle et révoque au besoin ses représentants. Un énorme pas en avant s'est accompli, qui nous situe de ce point de vue bien en avant de juin 1936. Comme nous les y invitons dans notre premier tract, les travailleurs réalisent et maintiennent leur unité en poussant les dirigeants syndicaux « l'épée dans les reins » et contre eux au besoin. L'analyse et la propagande communiste libertaire de notre F.A. sont aujourd'hui confirmées par l'histoire : c'est bien dans le sens de notre combat que progresse le Prolétariat.

(Suite page 2, col. 1.)

Au Maroc, la riposte ouvrière viendra à bout du COMLOT JUIN-LE GLAOU

Le très chrétien Georges Bidault a confié au Glaoui, tenancier de bordel, la mission de défendre la croix contre le croissant ! Ainsi se font les croisades modernes. Le sang coule, mais on s'en fiche : c'est du sang de « raton » et le raton compte dans l'affaire pour du beurre.

Le gouvernement « républicain » français a fait marcher le Glaoui et ses hommes de main contre un sultan qui, aidé par une large fraction de la population marocaine, commençait à faire un peu trop à sa tête et qui donnait un peu trop mauvaise conscience aux colons.

Guillaume, valet de Juin, et le Glaoui n'ont rien trouvé de mieux pour réaliser leur mauvais coup que de s'appuyer sur les éléments les plus douteux et les plus rétrogrades que sont les grands caïds vivants du colonialisme au même titre que les colons, féodaux arriérés se faisant respecter à coups de fouet et à coups d'exploitation de la crédulité publique sous les yeux bienveillants des contrôleurs civils.

LA PETITION DES CAIDS

L'AFFAIRE remonte à la pétition des caïds sinon aux événements sanglants de décembre que « Le Libertaire » a largement commentés.

Juin et sa clique ont monté de toute pièce cette pétition. Les représentants du gouvernement de Paris ont commencé par liquider tous ceux qui risquaient de ne pas marcher. Une quinzaine de pachas et caïds ont signé parce qu'ils avaient peur de perdre leurs situations de choix ! On a cité le chiffre de 350 signataires car on a ajouté quelques centaines de notables larbins des Français. D'ailleurs, ce qu'on nommait d'abord « pétition des pachas et caïds » est devenue par la suite « pétition des pachas, caïds et notables », après ce fut plus simplement le « comité de Marrakech », et alors on ne savait plus très bien qui faisait partie de ce « comité ».

Le Glaoui, homme à tout faire, qui au besoin un jour ou l'autre peut se retourner contre ceux qui l'ont aidé aujourd'hui, s'il y va son intérêt, le Glaoui donc se plaçait à la tête d'une révolte montée de toutes pièces. C'est bien dans la ligne de la politique colonialiste française et la théorie selon laquelle il faut « d'abord diviser pour régner » est une fois de plus mise en application dans le plus pur style fasciste.

Michel MALLA.

(Suite page 2, col. 3.)

NOTRE PROPAGANDE

La volonté des travailleurs de poursuivre la lutte qu'ils ont entreprise voici déjà trois semaines contre la politique de classe, contre la politique de misère, s'est affirmée dans un climat magnifique de courage. Mais si la détermination des travailleurs en grève les assurait de la victoire, l'absence d'une direction politique diminuait l'élan, la portée de cette victoire. Alors que l'enjeu de cette lutte dépassait de très loin les simples perspectives d'une grève professionnelle, économique, les syndicats, tous les syndicats,

et chacun pour des raisons différentes, ont essayé de la colmater, de briser l'élan révolutionnaire qu'elle pouvait prendre.

Les militants communistes libertaires des P.T.T., S.N.C.F., etc., qui furent à la pointe du combat dès les premières heures ont, par la proclamation du Comité National ci-jointe, et distribuée à 10.000 exemplaires dans la région parisienne, signifié l'enjeu réel de cette lutte et l'orientation que les travailleurs devaient lui donner.

De la grève défensive à l'offensive !

UNITÉ

Au moment où le pays paraissait accepter, résigné, la misère et la réaction, la grève des travailleurs de l'Etat s'est déclenchée, imposant l'Unité aux directions des Centrales syndicales.

Cette unité au sommet, nécessaire pour la généralisation de la grève doit être maintenue sous la pression de la base : les Assemblées de grévistes doivent pousser les dirigeants l'épée dans les reins. L'Unité doit continuer à leur être imposée et devra être maintenue sans eux au besoin.

L'Unité doit s'étendre à tous les travailleurs, en dehors des questions corporatistes ou de catégories : ce ne sont plus les cheminots ou les postiers qui défendent leurs intérêts particuliers c'est tout le Prolétariat qui défend ses intérêts communs. Et c'est pour cela que la grève est générale, puissante, qu'elle s'étend aux travailleurs de la métallurgie du bâtiment, des mines, etc., et elle sera victorieuse.

Les travailleurs ont retrouvé spontanément le sentiment de leur formidable puissance, ils ont repris courage en dépit de la division syndicale. Ils ont compris que leur force unique était irrésistible et qu'elle plongeait gouvernement et politiciens dans la confusion. Ils ont retrouvé le sens aigu de la lutte de classes : travailleurs contre bourgeoisie (Etat et patronat) et aujourd'hui ce n'est plus seulement contre les décrets-lois qu'ils mènent la lutte, mais contre l'injustice sociale tout entière.

Pour mener la lutte victorieusement, voici le programme immédiat qui doit être repris partout :

- I) Abrogation des décrets-lois.
- II) Prime de fin d'année uniforme de 20.000 fr.
- III) Augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois.
- IV) Retour aux 40 heures.
- V) 1 mois de congés payés.
- VI) La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat, et à la charge du patronat.
- VII) Respect réel des droits syndicaux et politiques.
- VIII) Cessation de la guerre d'Indochine et de son budget de 1 milliard et demi par jour.
- XI) Arrêt des menées colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.

VIGILANCE

Le régime capitaliste, dans son stade d'étatisation, est en crise permanente : la faillite actuelle du système parlementaire et l'impuissance des gouvernements en sont la démonstration. Il n'y a pour le capitalisme qu'une issue provisoire : le fascisme et la guerre. Si l'action des travailleurs était brisée, un énorme danger de pouvoir dictatorial menacerait, qui réaliserait la toute-puissance de la bourgeoisie dans la misère totale. Il n'est pas exclu que la réaction tente de passer de Laniel à la dictature militaire d'un maréchal Juin.

D'autre part, le danger de division est toujours présent : les dirigeants des Centrales n'ont accepté de patronner la grève qu'à contre-cœur et ils souhaitent en sortir au plus vite ; déjà des politiciens s'entrementent et l'éternel traître Jouhaux est en action.

Seule, la grève victorieuse peut faire échec aux tentatives fascistes et aux trahisons. Mais la grève victorieuse, étant donné la crise du régime, pose le problème révolutionnaire. Les réformistes, les timorés se trompent s'ils croient que cette grève est une grève quelconque sans lendemain et dans le cadre de la légalité bourgeoise. Le choix s'impose de plus en plus, dans les faits : FASCISME ou REVOLUTION.

Nos militants les premiers partout dans la grève, savent que le combat s'amorce pour le vrai socialisme, le vrai communisme, le communisme libertaire.

Même un succès provisoire du gouvernement et du patronat laisserait le problème posé et dans quelques mois une nouvelle explosion ouvrière se produirait.

AUDACE

La vigilance, aujourd'hui, c'est l'audace. Il faut vaincre. Oui il faut exiger la réunion du Parlement pour mettre les députés au pied du mur. Mais quoi que décident les messieurs qui se sont octroyé les 25.000 fr. d'augmentation par mois en « monnaie de singe », que la majorité Laniel se décompose ou se maintienne, le

L'OBSERVATION des réactions gouvernementales au cours du déroulement des grèves fait ressortir quelques données de la plus haute importance du point de vue révolutionnaire.

Ce serait une erreur de croire que la bourgeoisie et son Etat n'ont que des réactions parfaitement réfléchies, conscientes, basées sur une information sûre. L'obstination, le refus, l'ultimatum du gouvernement ne font que révéler son manque de connaissance de la puissance ouvrière, de l'ampleur et de la rapidité de ses réactions. Les mesures de force, la mise en place des C.R.S., des gardes, des bataillons de parachutistes et des unités de blindés dans les principaux centres et à Paris en particulier (à l'Hôtel Matignon, la garde

républicaine a été remplacée par des bataillons de choc et les casernes de gardes regurent des éléments blindés, l'utilisation des prisonniers de droit commun et des prostituées comme « jaunes », dénotent la peur, le désarroi profond d'un gouvernement dont l'obstination ne peut plus se soutenir qu'en s'appuyant sur la force brutale.

La faiblesse et la canaillerie des campagnes de presse sont encore des preuves de la profonde faiblesse du gouvernement : le public ne pouvait que hausser les épaules devant les titres pouvait prendre pour de la force, de la détermination, n'était, au fond, ronflants annonçant la fin des grèves lorsqu'elles rebondissaient, ou prétendant que seuls les communistes empêchaient la reprise, alors que les grévistes dictaient leur volonté à leurs Comités et chassaient les dirigeants-traîtres.

Le ridicule de la position Laniel refusant de traiter, adressant un ultimatum aux grévistes, puis tout heureux de reprendre la conversation devant l'ampleur et la virilité du mouvement, démontre à lui seul la faiblesse réelle de la bourgeoisie, son incapacité de tenir vraiment en mains la situation. Enfin, les manœuvres Reynaud-Laniel-Teitgen-Herriot-Moch pour empêcher la convocation du Parlement ne sont-elles pas l'aveu de la grande peur ?

Ce qu'une observation superficielle qu'aveuglement et désarroi.

Il faut que les travailleurs s'imprègnent de cette idée : face à la bourgeoisie débilite, à la panique mal camouflée de son gouvernement, si elle est unie et organisée, orientée sur un programme audacieux commun, contrôlant des Comités de grève à tous les échelons, y compris un Comité national de grève, LA CLASSE OUVRIERE EST VICTORIEUSE.

Travailleurs sans retraite

Travailleurs de l'Etat dont on veut VOLER LA RETRAITE

● Savez-vous que les officiers supérieurs en retraite touchent leur traitement d'activité et exercent des emplois bien rémunérés ?

● Savez-vous que n'importe quelle crapule qui a été ministre une journée touche une retraite ?

Les flics ont voulu avoir le dernier mot !

Trahis par les politiciens F.O., C.F.T.C., mal soutenus, puis abandonnés par la C.G.T., démoralisés aussi dans les dernières heures par les campagnes de presse, les travailleurs des P.T.T., de la S.N.C.F., des Métro-Bus, etc., ont dû reprendre le travail. Sans panique, dans l'unité, mais la rage au cœur, ils ont repris le travail après avoir obtenu au moins dans les P.T.T., presque partout, par leur magnifique unité, la levée des sanctions.

Ce n'est pas la victoire. Ce n'est pas non plus la défaite, mais seulement une bataille perdue. Avant peu, le Prolétariat reprendra l'offensive après avoir tiré leçon du recul présent.

Au dernier moment, mardi 25 août, alors que les employés du Central Télégraphique de Grenelle, à Paris, se rassemblaient dans la cour pour reprendre le travail, les flics appuyés de gardes républicains les attaquaient sauvagement. Que Martinand-Déplat et Baylot soient satisfaits : ils ont encore contribué à éclairer les travailleurs qui leur feront payer cher leur ignoble provocation un jour prochain.

Pourquoi ils ont repoussé la convocation de l'Assemblée

Parce que le gouvernement — et toute la réaction — ont profité des vacances pour perpétrer leurs mauvais coups contre la classe ouvrière et au Maroc n'entendaient pas subir une crise qui entraînerait la dissolution et qu'ils craignaient la colère populaire et les manifestations de rue (l'Hôtel Matignon et le Palais-Bourbon étaient gardés par des troupes de choc).

Parce que les socialistes n'ont fait que réclamer sans ardeur la réunion du Parlement : le chantage et la menace contre Laniel leur suffisait, ils ont eu peur de déclencher une riposte populaire les contraignant à aller trop loin.

Parce que le M.R.P. et les radicaux voulaient à tout prix calmer l'effervescence ouvrière avant une réunion de l'Assemblée qui les aurait obligés à se démasquer, à condamner Laniel en ouvrant la crise

ou à soutenir la majorité et perdre tout crédit auprès des électeurs ouvriers.

Nous avions mis les travailleurs en garde. Ils accordaient de l'importance à la convocation du Parlement. C'est pourquoi notre tract qui leur proposait une action révolutionnaire leur disait : « Oui, exigez la convocation du Parlement, mais le seul résultat sera de mettre les députés au pied du mur. Qui que décident ces messieurs, le danger reste entier, le problème reste posé ».

Réaction accrue, misère et guerre ou Révolution.

La lutte pour la convocation de l'Assemblée ne pouvait être qu'une expérience, une expérience de mûrissement, de prise de conscience de la vraie situation. Les travailleurs, trompés par les dirigeants syndicaux, y compris par ceux de la C.G.T. qui faisaient de la convocation du Parlement le principal de ses mots d'ordre, sont tombés dans le piège gouvernemental. Ils ont cru que la clé de la situation et le refus du bureau de l'Assemblée, monté en épingle par la presse, venant après le coup de poignard dans le dos de F.O. et de la C.F.T.C., leur a fait penser que la partie était perdue. Alors que la lutte orientée révolutionnairement eût permis non seulement de tenir le dernier quart d'heure, mais de poursuivre l'offensive.

La classe ouvrière en tirera leçon comme elle a tiré leçon de la trahison des centrales.

danger reste : le spectre de la dictature est à l'horizon et seule l'action directe ouvrière peut lui faire échec et arracher les revendications en préparant la marche vers la justice et la liberté véritables.

L'offensive gréviste ne doit pas s'enliser dans les pourparlers de couloirs de ministères, dans les « arrangements », dont nous ferions les frais. La grève dans le calme, oui. Mais nous devons répondre coup sur coup aux mesures antigrévistes :

- contre l'arbitraire du gouvernement,
- contre l'excitation d'une fraction inconsciente et mal informée du public,
- contre les jaunes,
- contre les soi-disant services de remplacement des P.T.T., des transports,
- contre l'occupation des usines par la police et la garde,
- contre l'utilisation de la troupe.

Contre toutes ces mesures, nous devons utiliser toutes les armes, capables de nous conduire à la victoire :

— organisation, dans les centres où ils ne sont pas encore formés, de Comités de grève, ou de Comités d'action inter-entreprises, localement, régionalement, nationalement, en y contraignant les directions syndicales, en les débordant s'il le faut. Ces Comités seront demain le véritable pouvoir, les organes de gestion de la société élus et contrôlés par les assemblées de travailleurs.

— organisation de la solidarité pour les plus déshérités des nôtres.

— fraternisation avec les soldats, travailleurs sous l'uniforme.

— préparation à toutes les formes de lutte que pourrait imposer la provocation gouvernementale, y compris la lutte violente à laquelle nous pourrions être contraints.

La classe ouvrière unie peut tout, si son offensive est menée dans

L'Unité La Vigilance L'Audace
VIVE LA GRÈVE !

LE COMITE NATIONAL DE LA FEDERATION ANARCHISTE.

LA PRESSE DES SALAUDS

Alors que la grève entreprise par tous les travailleurs des services publics et d'Etat se développait, s'affirmait comme une lutte ouverte et déterminée jusqu'à la victoire totale, la presse d'information, politique, syndicale, en général s'employait à minimiser, à réduire dans ses proportions ce magnifique élan des travailleurs étonnant par sa grandeur et son courage.

S'il est honnête de constater malgré tout des attitudes dignes de la part de certains journalistes (les éditorialistes de « Combat » et de « Libération » en particulier) tous les journalistes se firent, avec plus ou moins d'hypocrisie, les avocats de la mauvaise cause du gouvernement et de la bourgeoisie. Quoi d'étonnant pourrions-nous dire ? Bien sûr, mais il est des attitudes, même si elles sont prévisibles, qui n'en restent pas moins révoltantes.

« Combat » du 11 août ne craint pas de dénoncer, d'accuser les mauvaises intentions de Laniel et d'approuver ainsi le mouvement de grève.

UN TRAIN MAL CHARGE

Le bouffon le dispute à l'incohérence dans la crise sociale et politique qui queue le gouvernement Laniel.

Commentant les délibérations du dernier Conseil des ministres et analysant les décrets, M. Emile Hugues, ministre de l'Information, avait formellement déclaré que la limite d'âge des fonctionnaires n'était pas touchée.

La-dessus la Radiodiffusion française et toute la presse propage la nouvelle, qui était fautive, puisque la parution des décrets intervenant dans l'après-midi devait apprendre qu'en fait la limite d'âge était reculée de deux ans.

M. Edgar Faure remettait les choses au point dans une déclaration officielle et annonçait la prochaine instauration du

même règlement pour le personnel des entreprises nationalisées et des services publics.

Comme pour ajouter encore plus de pittoresque à cette singulière façon d'informer les Français, un commentateur officiel tentait de masquer le recul du gouvernement (qui n'était pas un recul), écrivait qu'on avait prêté à tort à M. Laniel de sombres projets et que les fonctionnaires s'étaient émus pour rien.

Plaignons ce confrère trop zélé de n'avoir pas attendu vingt-quatre heures pour éviter de tomber dans ce panneau grossier.

Car de toute façon les intentions du gouvernement avaient été réduites au Conseil supérieur de la Fonction publique et le gouvernement les a maintenues.

Il avait été annoncé, non sans emphase, que des sacrifices seraient demandés à tous les Français et que toutes les catégories seraient touchées. Mais il est immédiatement apparu que les uns seraient touchés d'une plume légère et les autres avec un fort gourdin.

Comme par hasard, le gourdin était réservé aux fonctionnaires les plus modestes. La réaction spontanée et unanime des P.T.T. et des Services publics a démontré que le moment était mal choisi, et les prétextes mal venus.

La promesse d'étendre aux entreprises nationalisées le nouveau régime des retraites a fait le reste, et désormais c'est une épreuve de force que le gouvernement Laniel est amené à engager contre les serveurs de l'Etat.

« Le Monde » qui s'était toujours, en général, maintenu dans le sérieux, dans la défense intelligente des intérêts de la bourgeoisie s'est montré devant cette grève le plus acharné à la combattre.

Le rédacteur qui fut chargé de cette besogne ignoble a été vraiment bien choisi.

si. Dans un zèle que le gouvernement ne pouvait souhaiter, que la rédaction du « Figaro » devait envier, André Chénobenoit écrivait entre autre le 13 août :

Les dés sont jetés. Nous voici entraînés de la tentative d'intimidation dans l'épreuve de force. Jusqu'ici sans violence. Dieu merci, chacun usant avec précaution des armes autorisées dont il dispose. Il reste que les positions sont telles qu'aucune des parties ne peut pour le moment reculer, et que chacune est soutenue dans sa volonté par une bonne conscience. Ce qui promet, il faut le craindre, une lutte longue et obstinée.

Bonne conscience, comment le gouvernement ne l'aurait-il pas, alors qu'il n'a rien d'une majorité, qu'aucun parti postulant n'avait pu réunir la mission de réaliser par décret un plan de redressement ? Le premier train opère un commencement de mise en ordre d'anomalies souvent dénoncées. Il ne se suffit évidemment pas à lui-même : des abus plus criants restent à supprimer, des privilèges injustifiés à abolir, des injustices plus graves à réparer. Mais ne peut-on attendre que le gouvernement, qui promet « qu'il y en aura pour tout le monde », ait vidé son sac ? Si le meilleur est au fond, on pourra seulement regretter qu'il ne l'ait pas vidé à l'envers. Et si son contenu apparaît alors trop restreint, l'Assemblée aura tout loisir de le compléter. Rien ne permet en tout cas, à propos de ces premières et fragmentaires mesures, de l'accuser d'avoir trahi l'attente de la majorité parlementaire.

Faut-il citer « L'Aurore » ? Ce journal est bien connu pour sa stupidité, son imbécile conservatisme pour que nos lecteurs se passent de ses commentaires sur la grève. Mais le titre qu'affichait ce journal le 21 août est trop plein de franchise (pour une fois) sur la complicité du syndicat F.O. avec le gouvernement à voir cesser les grèves.

Accords en une cette nuit pour stopper les grèves.

« L'Aurore » tentait en même temps la démolition des grévistes en sous-traitant :

Nouveaux progrès dans les P.T.T., le métro et les chemins de fer.

« Le Figaro », au diapason de tous les journaux aux ordres du gouvernement, tentait aussi le 21 août la démolition des travailleurs :

Dernière minute :

FIN DE LA GREVE DES P.T.T. CE MATIN

La reprise du travail dans les différentes Fédérations en grève est fonction de réunions qui auront lieu aujourd'hui, au cours desquelles les grévistes devront se

prononcer eux-mêmes sur les propositions qui leur sont faites. C'est le cas notamment pour les cheminots, la R.A.T.P., le gaz et l'électricité.

Les Fédérations syndicalistes des P.T.T. (F.O. et C.F.T.C.) ont lancé cependant au cours de la nuit l'ordre de reprise du travail.

Il ne fait pas de doute que l'annonce de l'accord réalisé se répèrera dès ce matin sur l'activité des différents services publics touchés par la grève.

La C.G.T., qui n'a pas participé aux négociations et qui, dans de nombreux cas, n'a pas lancé elle-même d'ordre de grève, pourra seule, dans une certaine mesure, freiner le mouvement de reprise.

La continuité de la grève infligeait encore ce jour-là un giflé magistral à tous les menteurs. « L'Aurore » du 24 août, malgré tout, continuait son travail ignoble :

Reprise à la S.N.C.F., Métro, Bus, P.T.T.

C'est alors, après les « accords » faits dans le secret le plus honteux et dans la trahison des militants, entre F.O., la C.F.T.C. et le gouvernement, qu'une campagne de discrédit est entreprise contre les travailleurs en lutte.

A la suite de « L'Aurore », « Le Figaro » accusait les communistes de la poursuite de la grève.

La poursuite de la grève est maintenant sans fondement légitime, écrivions-nous dans notre dernier numéro. De nombreuses assurances touchant les retraites, les bas salaires ont été données aux organisations syndicales. La prochaine réunion de la Commission supérieure des conventions collectives permettra d'examiner le problème social dans son ensemble et au fond.

Quelques inquiétudes subsistent encore en ce qui concerne les sanctions. Et c'est à elles que s'accroche la C.G.T. pour poursuivre les mouvements de grève, chez les cheminots notamment. Elle essaie en même temps de mettre les organisations syndicales non communistes dans une impasse, en empêchant que toute décision raisonnable intervienne sur ce plan. Est-ce sous le chantage intolérable des sabotages ferroviaires qu'il faut discuter de cette question ? Seule une reprise immédiate et totale du travail peut permettre d'examiner dans le calme ce problème des sanctions.

Ainsi maintenant les grévistes sont accusés d'être « communistes », « saboteurs ». Une campagne de discrédit est amorcée contre la grève. Les « syndicats libres » de M. Altman peuvent être fiers du service rendu à la bourgeoisie.

ABADAN ET LA SUITE Où va le pétrole iranien ?

APRÈS deux années de pouvoir, le Dr Mossadegh — celui que la presse du monde entier dénommait « le vieux renard rusé », vient d'être balayé comme fétu de paille, au moment même sans doute où à l'instar de Néguib il s'appropriait à jouer les « dictateurs républicains ».

Celui qui, chef du Front national, avait acquis une immense popularité en expulsant les Anglais d'Abadan, a tout perdu en un seul jour en voulant brûler les étapes. Ceux qui portaient tant d'admiration à Mossadegh pour avoir réussi à arracher le pétrole iranien des mains de l'impérialisme anglais tout en conservant le pouvoir, oublièrent un peu vite que dans des conjonctures internationales plus défavorables, en 1946, Ghavam alors au pouvoir avait réussi ce tour de force d'écraser férocement le conseil général d'Azerbaïdjan, caricature de république démocratique, monté de toutes pièces avec l'appui de l'armée russe. Ce même Ghavam après un voyage à Moscou, qui lui avait permis d'obtenir le retrait des troupes d'occupation russes, avait sous le couvert de la création d'un parti intitulé « démocrate » procédé à l'élimination méthodique de tous les éléments de gauche, élimination dont le parti communiste Tudeh fit lui-même les frais après avoir été le plus fidèle soutien de Ghavam.

Il apparaît donc que les politiciens iraniens n'ont rien à apprendre de ceux d'Europe.

Mossadegh jouant le même jeu de

**POUR LE COMBAT
3^{ME} FRONT
RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONAL**
Souscrivez !
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

UN NOUVEAU CRIME DE FRANCO

NOS CAMARADES TORTURES SAUVAGEMENT. SEULE, LA SOLIDARITE PROLÉTAIRIENNE INTERNATIONALE PEUT LES SAUVER

LE COMITE NATIONAL DE LA C.N.T. D'ESPAGNE COMMUNIQUE :

Les détenus à Barcelone, à la suite de la découverte de l'imprimerie du journal anarcho-syndicaliste clandestin « Solidaridad Obrera » ont été sauvagement torturés par les franquistes dans les locaux de la Jefatura Superior de Police. Deux des détenus, les nommés Longas et « Madriles » sont devenus fous à la suite des tortures. « Madriles » a dû être interné à la Maison de fous de San Baudilio. Fructuoso Grimaldo Moreno a été aussi horriblement torturé. Parmi les détenus, en plus des militants déjà nommés, se trouvent : Edgard Emilio Rodriguez, José Pérez Ortiz, Carmen Cadomeque, Antonia Arpal Jarion, Dionisio Romero, Fernando Gallego, José Herbera Tosan et huit autres camarades de la C.N.T. Après quelques jours de séjour dans les lieux de torture, ils ont été déferés à la Prison Cellulaire de Barcelone, accusés d'organisation clandestine et ils seront traduits devant un tribunal civil ou militaire. Seule la protestation internationale pourra empêcher que ces hommes de la C.N.T. soient condamnés par Franco.

Le recul n'est pas la défaite

(Suite de la première page)

Mais le caractère le plus important de la grève c'est — qu'on réfléchisse avant de hausser les épaules — son caractère inconsciemment révolutionnaire.

Certes, les travailleurs n'ont pas toujours bien vu la faiblesse — voulue par les centrales syndicales — de revendications trop limitées à chaque profession. Certes, ils ont eu encore trop souvent dans l'esprit l'impression qu'ils se battaient pour leur catégorie, qu'ils étaient postérieurs ou cheminots d'abord. Mais nous savons qu'à mesure que la grève s'amplifiait et se durcissait, ils se rendaient compte qu'ils étaient non plus des postiers, des cheminots ou des métallos, mais d'abord des travailleurs ayant des revendications communes. Le caractère trop corporatif de la grève faisait place à une conscience plus large : on ne lutait plus seulement contre les décrets-lois, on sentait que la lutte allait plus loin, on retrouvait le sens de la lutte permanente contre l'injustice sociale.

Certes, les travailleurs menaient une grève en dehors de toute politique, mais ils manifestaient par là qu'ils ne voulaient servir aucun parti, aucune coterie.

La lutte fut menée contre l'Etat, contre un gouvernement qui est l'expression parfaite de la bourgeoisie et de son exploitation, contre la menace du fascisme et de la guerre. En ce sens, au sens élevé du terme, elle était politique, les faits le lui imposaient.

La grève est liée à la crise dont le capitalisme ne peut plus sortir et qui est manifestée par l'impuissance de quelque équipe gouvernementale que ce soit. Risible aujourd'hui l'utopie réformiste : les revendications que le régime impose aux travailleurs sont à leur tour un facteur de désagrégation. Une large période révolutionnaire s'ouvre : ceux qui, parmi les travailleurs, n'en ont pas encore conscience, seront éclairés par les événements eux-mêmes car demain de nouvelles grèves surgiront, devant de nouveaux assauts de la misère et de la réaction, et qui posent plus nettement encore qu'aujourd'hui la nécessité de la Révolution, du passage au communisme libertaire.

*

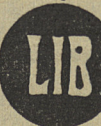
Et cependant, on n'a parlé qu'en hésitant d'un nouveau « Juin 1936 ». Pourquoi ? C'est que la grève pré-

sente, ajoutait à tous ces caractères positifs que nous venons de rappeler, un caractère négatif qu'il importe de souligner : l'absence d'une orientation claire, capable de souder rapidement en un bloc irrésistible toutes les forces ouvrières, des usines comme des services publics, capable de donner un programme commun précis à tous les travailleurs. Songeons qu'en maints endroits, on hésita longtemps à assurer des liaisons, à constituer des Comités locaux coordonnant la lutte dans les diverses entreprises, les divers services publics. Le triomphe rapide et total de la grève exigeait deux conditions : une unité entre corporations, s'exprimant dans l'établissement d'un programme unique et dans la constitution d'un Comité de grève national, et pour cela une orientation, une direction révolutionnaires.

En d'autres temps, le Parti Communiste ou au moins la C.G.T. jouait ce rôle, pour des buts évidemment loin d'être désintéressés, pour les besoins de la politique du Kremlin. Cette fois, ces besoins ont incliné P.C. et C.G.T. à apparaître comme innocents.

Seule notre F.A. a agi au maximum pour donner à la grève une orientation générale, une unité, une direction, une conscience.

Au cours des développements même de cette grève, notre influence s'étendit. La grève combattait ses lacunes. Demain, au cours des nouvelles explosions ouvrières qui ne manqueront pas de se produire, le Proletariat, éclairé par l'avant-garde communiste-libertaire, accèdera à la pleine conscience, à sa pleine puissance, passera de la grève-arrêt de travail à la grève offensive, à la grève révolutionnaire et cette fois ce sera le Triomphe.



Le Libertaire

pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 10 Septembre

Complot Juin-Le Glaoui

(Suite de la première page)

L'affaire a suivi son cours, savamment minutée par les politiciens du Quai d'Orsay et par Juin lui-même. Quels étaient les parais en présence ?

1) Le souverain régnant, sidi Mohammed

Son titre de « commandeur des croyants » fait qu'il cumule le pouvoir temporel comme sultan et le pouvoir spirituel comme imam ; de plus, il est chrétien, c'est-à-dire descendant de Mahomet et à ce titre il détient une parcelle de baraka, pouvoir magique que lui a donné son lointain ancêtre et qui lui vaut une vénération particulière auprès des foules (tout cela n'est pas à négliger dans un pays qui est resté extrêmement religieux). Son intronisation, en 1927, s'est opérée après délibération du collège coranique des ulémas siégeant à Fes. Toutes les règles traditionnelles furent respectées.

Par le traité de protectorat de 1912 la France s'engage à défendre le souverain régnant contre toute atteinte à sa personne et à son pouvoir tant spirituel que temporel. Pratiquement, d'ailleurs tout le pouvoir temporel au Maroc est entre les mains des Français, le sultan a le droit de veto mais son veto n'est pas respecté. Il peut nommer et révoquer les caïds ; nous avons vu précédemment que les Français ne se gênaient pas pour faire eux-mêmes ce travail !

Sidi Mohammed avait quelque sympathie avouée pour l'Istiqlal, parti nationaliste. Dans une large mesure les marocains le suivaient. Cela est à l'origine du coup de force.

2) Le nouveau souverain : Si ben Arafat Le 14 août, le pacha de Marrakech El Glaoui et son confrère El Kettani, soutenus par Juin, décidèrent d'en finir avec un sultan qui voulait en faire un peu trop à sa tête. Ils convoquèrent à Marrakech un comité de caïds (ceux qui avaient signé la pétition) qui nomma Si ben Arafat « iman des croyants », c'est-à-dire chef spirituel du pays. Dès lors, il ne restait plus aucun pouvoir à Sidi Mohammed.

On se souvient de l'article d'I. Amazit dans le Lib. n° 365 où nous trouvons une description savoureuse du Glaoui, Kittani est moins connu. Un peu bon ça se voit tout juste à point que le sultan Moulay Hafid, oncle de l'exilé d'aujourd'hui, fit flatter à mort son propre père à une époque où les bonzes français ne régnaient pas encore au Maroc. Il a saisi l'occasion pour venger cet affront. Il est des coups de pied dans les ânes se rappellent fort longtemps. Kittani a bien travaillé pour la France.

Si ben Arafat, El Glaoui, Kittani sont maintenant les hauts dignitaires du régime. Sidi Mohammed est parti pour l'exil. Les colons ont momentanément gagné la partie comme au moment où le même Sidi Mohammed alors pro-français avait été hissé sur le trône en 1927.

RIPOSTE POPULAIRE

L' général Guillaume, valet de son supérieur hiérarchique Juin, a joué le jeu des capitalistes et des gros colons qui ont peur du nationa-

lisme marocain, ils ont créé un martyr et le nationalisme deviendra de jour en jour plus puissant. Le général Guillaume a joué le jeu de la peur, le Glaoui celui de l'argent, le sultan est parti mais il reste très populaire, sans doute plus populaire qu'auparavant.

Mohammed ben Arafat est reconnu souverain légitime du Maroc. Tous les dignitaires, les caïds, les notables, les hauts fonctionnaires sont venus se prosterner à ses pieds. Tous ceux qui profitent du régime et qui ont peur de perdre « leur rang », s'ils ne marchent pas dans l'odieuse combine ; tous ceux-là étaient présents pour signer l'acte qui reconnaissait le nouveau sultan comme souverain légitime.

Les gros colons buvaient le champagne et leur presse comme celle de France se félicitait de l'heureux changement ». Ils n'avaient rien à craindre ; les chars et la Légion étaient postés pour assurer l'ordre si cher à Lyauté. Ils n'avaient rien à craindre : toute personne qui osait douter, qui osait émettre un petit avis contraire était immédiatement arrêtée et passée à tabac. Ils n'avaient rien à craindre : tous les journaux d'opposition ont disparu depuis les événements sanglants

de décembre dernier. Le black-out est organisé par la Résidence sur tout ce qui se passe au Maroc. La censure est renforcée.

Il apparaît pourtant que malgré tout le déploiement de force, malgré les brimades, la protestation populaire s'organise. Une dépêche d'agence parle d'une manifestation de 10.000 personnes à Berkane, on annonce 310 arrestations à Casablanca « pour prévenir toute manifestation ». On parle aussi de manifestations sévèrement réprimées à Rabat. Les villes indigènes n'ont pas pavoisé lors de l'intronisation du nouveau sultan. Un peu partout le sang coule.

Les Français ne dormiront pas encore en paix cette fois. La révolte couve. Peu à peu les luttes de clans s'estompent et à travers ces rudes épreuves nulle doute qu'une conscience révolutionnaire naîsse. Tout un peuple malheureux et exploité se dressera bientôt contre ses bourreaux, contre le colonialisme qui ne cesse de le bafouer. Tout un peuple qui aura acquis une conscience de classe par l'expérience se révoltera avec la ferme désir de bâtir un monde meilleur, un monde sans exploités.

SOUSCRIVEZ pour Le Libertaire

Jullien	500	Descher ..	100	Gaby	200	Rucquoy ...	100
Peyrou	150	Bonnell ...	100	Camrader ..	100	Narbonne ..	5.000
Fournier ...	205	Peinture ...	100	Streiff	80	Sala	1.000
Goire	100	Hubert	500	X.....	300	Grévin	250
Laurent	500	Dumas	500	Cadeddu ...	50	Bourdon ...	100
Vincent	100	Pariza	600	Lyon	2.000	Pesant	300
Aristide	500	Berthol ...	200	Angoron ...	400	Garros	100
Perrier	750	M.....	500	Genaudet ..	425	J. T.	200
Pradon	200	Marchand ..	305	Bosco	500	Leure	40
Legay	200	Sollier	200	Deleuze	2.000	Berthes ...	200
Gouzy	400	Dhermy ...	100	Valland	300	Amable	1.000
Manuel	200	Portero	250	Rinaldi	400	Espero	300
Berthou ...	305	Aberlin ...	170	Moine	100	Breschman ..	500
Dupin	100	Bellec	500	Gigot	125	Lavenue ...	200
Guchot	400	Jarlaud ...	100	Vivès	1.000	Melet	100
Quillaud ...	300	Pastry	200	Jacquesson ..	100	X.....	100
Viet Nam ...	500	Cridilly ...	125	Bernard	100	Chapalain ..	240
Leriche	500	François M.	200	Barthot	200	Vassal	100
Vivadi	100	L'Ermeille ..	200	Raphaël	200	Jamarade ...	100
Bichon	200	Caveau	100	Schaeffer ...	750	Viet Minh ..	1.000
Rigal	100	Burgelin ...	1.000	Guillon	200	X.....	500
Pons	250	Lefevre	200	Vapalle	425	Blagers	650
Quinaux ...	200	Thibault ...	200	Marco	200	Henry	2.200
Baldo	1.000	Lanery	310	Laleuf	425	Serge	130
Henez	500	Le Gars	260	Marius	100	Baeujour ...	500
Jouhet	600	Crimier	500	Hervé	200	François M.	400
Ferre	100	Comiti	250	Messerschmitt	1000	J. M. B.	140
Filliol	600	Un Breton ..	2.000	Mano, André	775	Jo. P. N. ...	500
Gullton	100	Rosenberg ..	100	Eychenne ...	1.000	Lesure	400
Walraf	100	Michel	100	Botaro	1.500	Jerry	200
Dusuelter ..	100	X.....	100	Calotte Lille	275	J. Claude ...	100
Carlier	50	Raymond ...	80	Laval	100	Detuncq ...	300
Grenier	1.250	Riton	1.000	Labbé	250	Lola R.	100
Niffa	200	Colombo ...	80	Goby	150	Fassot	600

LE LIBERTAIRE ne peut vivre que par l'aide constante de ses Lecteurs
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE INTERNATIONALE
Souscrivez ! ABONNEZ-VOUS !
C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34

« LIBÉRATION » veut-il se concilier les assassins des ouvriers ?

En insérant le communiqué ci-dessous que nous reproduisons intégralement le 5 août, dont voici le texte :

LES C.R.S. : « NOUS NE SOMMES POUR RIEN DANS LES EVENEMENTS DU 14 JUILLET. »

Dans une récente lettre adressée à « Libération », le « Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S. » précise : Nous tenons à vous faire connaître que les Compagnies républicaines de sécurité, de par leur mission, ne sont jamais intervenues jusqu'à ce jour sur la place de Paris, au maintien ou rétablissement de l'ordre et qu'elles ne sont pas conséquent pour rien dans les événements survenus à Paris le 14 juillet.

Dont acte.

Que penser de ce dont acte sans commentaire ?

« Libération » qui se targue d'être à gauche, a-t-il parmi ses lecteurs nombre d'amis qui ont choisi leur profession dans le soutien et la défense armée du capitalisme ? Nous pouvons le croire fermement, car l'information, si elle doit être vraie, honnête, ne doit pas faire oublier ni le passé, ni le présent, ni l'avenir.

Que faisaient donc les amis de « Libération » contre les mineurs en grève ? Contre les Nord-Africains. l'année dernière au 1^{er} mai à Charleville ? A quoi étaient-ils prédestinés, ces bons amis, au cours des récentes grèves ? Rassemblés, casqués et bottés, autour des mairies parisiennes, en tenue de bataille avec leurs « inoffensifs » mousquetons, prêts à bondir dans les cars pour la moindre petite action ouvrière.

R. J.

Pour le vrai communisme SOUSCRIVEZ !
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

Le Gérant : René LUSTRE

IMPR. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2
P. RUCHON, imprimeur.

POLICE SECRETE A L'AMERICAINE

K.K.K. et F.B.I.

PARMI les nombreux nuages noirs qui s'amoncellent sur l'horizon américain l'apparition d'une police secrète n'est pas le moins sinistre. Malgré le rideau de silence dont on veut entourer la tragique représentation, il est facile de reconnaître les principaux personnages : le Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) et les autres organismes de police occupent le centre de la scène, et le Ku Klux Klan (K.K.K.) et ses auxiliaires quasi officiels des comités de vigilance lui donnent la réplique.

Pour un monde sans parti pris, le but de cette police sainte alliance entre le F.B.I. et le K.K.K. est évident : c'est la destruction de l'unité démocratique du peuple américain et la liquidation de l'opposition à la politique intérieure et étrangère imposée à la nation par les intérêts financiers dominants. Ces intérêts comptent sur les impôts pour entretenir le F.B.I., mais font des versements directs pour le K.K.K. (lequel, soit dit en passant, est exempté d'impôts). Des couilles et des crottes, les maîtres-paveurs tirent les ficelles qui contrôlent la distribution tout entière, qu'elle soit en civil ou bien vêtue de l'uniforme de la police ou de la robe du Klan.

Il n'y a rien de nouveau dans les principes de base. C'est la vieille technique du pouvoir : d'abord faire peur, puis proposer le salut. Cependant, aux États-Unis, la combinaison d'un public particulièrement nombreux et de méthodes publicitaires particulièrement efficaces a permis à la formule d'obtenir des résultats sans précédents.

Comme son ancêtre le Gestapo, la police secrète américaine développe son action à la fois sur le plan politique et sur le plan ethnique. La cabale du F.B.I. dirige la chasse aux sorcières dans l'Opération Péril rouge, tandis que la cabale du K.K.K. organise les raids nocturnes de l'Opération Péril noir. Et si les « Réguliers » du F.B.I. cherchent par l'assassinat psychologique, le lynchage économique et l'emprisonnement à éliminer tous ceux qui « sont actuellement ou qui ont été » de gauche, les « Auxiliaires » du K.K.K. font appel à la corde, au fouet, au jagot et à la dynamite pour réprimer les élans démocratiques des minorités raciales, religieuses et nationales. Le F.B.I. s'est également vu charger de préparer l'enregistrement du travail organisé, en le découpant à l'aide de « tests de loyauté » et de déportations.

Voilà quelles sont les tactiques d'une stratégie dont le double but est de diviser le peuple américain selon une ligne politique centrale et selon une ligne de couleur raciale. La F.B.I. trace la ligne centrale et la déplace constamment vers la droite, tandis que le K.K.K. délimite les frontières de la couleur. En même temps, les « Justes » sont constamment excités à mener la « guerre préventive » contre les « Méchants ». Pour amener le peuple américain à la lutte fratricide et au suicide le F.B.I. et le K.K.K. ont eu recours à la guerre « bactériologique » et ont impitoyablement semé des germes de haine dans le pays tout entier.

L'endoctrinement idéologique de la police secrète américaine en vue de la tâche qui lui a été assignée approche rapidement de son point de saturation. Elle avait toujours fait preuve d'une prédisposition innée à considérer une peau sombre comme une présomption de culpabilité, on lui a maintenant appris à tenir le rose, si léger soit-il, d'une peau politique pour une présomption de « subversion ». Il ne s'agit pas d'une fantaisie passagère, mais d'une politique nationale qui trouve son expression dans toutes les branches du gouvernement — dans le législatif et l'exécutif comme dans le judiciaire. C'est le « sentiment » du Congrès, les tribunaux « en connaissance » et l'exécutif se charge de l'application.

Bien que le principe de la « justice égale pour tous » soit inscrit au fronton de tous les tribunaux d'Amérique, les Noirs américains en ont rarement rencontré la réalité, et voici à présent que les progressistes et les hommes de gauche se voient eux aussi victimes de procès truqués et de procédures anticonstitutionnelles. Il existe de nombreux exemples d'affaires où l'État a privé des parents progressistes de leurs enfants sous prétexte qu'ils étaient « indignes » de les élever. L'aboutissement inévitable de cette tendance, c'est le camp de concentration. Prévu par la loi Mac Carran, un réseau de camps est actuellement près d'être achevé : sa capacité initiale sera de 45.000 personnes. Ces camps ne sont pas destinés aux saboteurs actifs, mais aux saboteurs virtuels. C'est la meilleure preuve de l'existence d'un thought-control, d'un contrôle des pensées, aux États-Unis, si c'est loin d'être la seule.

Avant de procéder à une description détaillée de ses composantes, il faut noter que l'Etat policier qui est en train de se constituer aux États-Unis diffère de ses antécédents historiques par certains traits significatifs. Comme l'avait laissé prévoir, il y a

vingt ans, l'aventure du prototype du dictateur américain « Kingfish » Huey Long, gouverneur de la Louisiane, le totalitarisme s'installe sous le couvert d'un antitotalitarisme.

La réaction américaine a appris au moins une chose de l'expérience nazie, c'est à ne pas créer de Frankenstein capable de se retourner contre son créateur. En fait, toutes les spéculations sur la possibilité du financement par le grand capital américain d'un putsch de type nazi ou fasciste sont désormais parfaitement inutiles, pour la bonne raison que le grand capital a déjà établi une hégémonie absolue sur le pays par des moyens beaucoup plus discrets.

L'Amérique n'est pas seulement mûre pour l'enregistrement. Un pouvoir sans précédent est déjà aux mains de la réaction, qui s'emploie rapidement à lui donner un statut légal. La contre-révolution, je veux dire la fin du duel bienveillant de Roosevelt avec les « royalistes économiques », est un fait accompli. Malgré toutes les enquêtes qui sont menées sous la bannière de la « sécurité intérieure », c'est la triste vérité qu'il n'y a pas de « menace » immédiate de la part des forces démocratiques et que celles-ci sont loin d'avoir une cohésion suffisante pour mener une opposition valable. Lors de la montée au pouvoir de Hitler, il était de bon ton parmi les libéraux américains de reprocher à leurs équivalents allemands leur attitude peu résolue ; aujourd'hui, ces mêmes libéraux entrent en convulsions devant de simples menaces de répression. Bien que la comparaison ne doive pas être poussée trop loin, le spectacle rappelle un peu celui d'une fosse à serpents, où les serpents se tordraient et s'entrechieraient simplement parce qu'ils se trouveraient dans l'ombre d'un bâton levé.

Tout cela est significatif de la na-

L'Inquisition moderne

LES méthodes employées par la police secrète américaine sont déjà pour la plupart universelles connues. De plus en plus, les G-Men ont recours aux méthodes de terreur illégales des K-Men. Agissant sur ordre, le F.B.I. a montré un mépris croissant des garanties constitutionnelles, installant des tables d'écoute, procédant sans mandat à des perquisitions domiciliaires et des arrestations parfaitement arbitraires. Il faut ajouter l'emprunt par le F.B.I. de la technique du terrorisme par téléphone, qui soumet les victimes à un barrage d'appels les menaçant de la perte de leur emploi.

Il y a plus. Ce sont les dossiers du F.B.I. (la plupart des Américains en ont un) qui sont le véritable Bureau du Loyauté, le Comité d'enquête de la Chambre sur les activités anti-américaines, et le Comité d'enquête permanent du sénateur Mac Carthy lancent à la tête de leurs victimes. Cela a lieu soit dans des inquisitions à huis clos du genre Chambre étoilée ou dans des interrogatoires à la télévision. Les règles juridiques ordinaires ne s'appliquent pas à ces procédures néo-moyennageuses, et les victimes n'ont même pas le droit d'être confrontées à leurs accusateurs qui se dissimulent derrière l'anonymat des rapports du F.B.I. En collaborant avec cette inquisition, le F.B.I. a abandonné le principe constitutionnel de la présomption d'innocence jusqu'à preuve du contraire, et adopté le principe de la culpabilité par association.

Bien qu'il en faille beaucoup pour faire reculer le F.B.I. les besoins particulièrement sordides sont confiés à des agents du F.B.I. démissionnaires agissant à titre de « particuliers ». Le directeur du F.B.I. Hoover, demandant (et obtenant) au Congrès des sommes fantastiques, a franchement reconnu que la horde des nouveaux agents servirait de police politique — et non pour lutter contre le gang ou la drogue. Hoover n'a pas hésité à demander

Dans la revue « Les Temps Modernes », n° 92, du mois de juillet 1953, est paru un long récit du Stetson Kennedy sur les polices secrètes américaines.

Ce récit nous expose particulièrement les méfaits du Ku-Klux-Klan. Nous avons pensé très important de reproduire, presque intégralement, les pages parues dans « Les Temps Modernes », pour l'information de nos lecteurs.

Quels commentaires ajouter à ce récit ? Aucun. Ces pages viennent confirmer une nouvelle fois tous les menteurs qui continuent, avec un entêtement stupide malgré les faits contraires, à mener leur publicité pour le « pays de la démocratie ».

Dernièrement encore certains ont essayé, dans la presse, d'expliquer le « Mac-Carthisme » et de le présenter comme un épiphénomène du régime politique américain qui pourrait se résoudre. Nous verrons, après la lecture des pages que nous présentons, que le F.B.I. le K.K.K., le Mac Carthisme » tendent à devenir au contraire les bases du régime politique yankee. Déjà un plan de construction d'aménagement de camps de concentration a été décidé.

ture de l'Etat policier en formation en Amérique et du rôle que la police y joue. Ce rôle consiste à préparer l'Amérique à un régime qui, bien que revêtu des voiles de la démocratie, sera raciste quant à la forme et ploutocratique quant au contenu. Mais contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne dans la hiérarchie nazie, ni le chef du F.B.I., Edgar J. Hoover, ni le Dragon du K.K.K., Sam Roper, n'ont la moindre chance de s'emparer de la puissance industrielle. Ce sont des mercenaires, et non pas des fuchers. Telle est la signification profonde des ordres de Dulles au sénateur Mac Carthy, de ne pas devenir trop pressomptueux au cours de son enquête sur le Département d'Etat ; si les véritables chefs accueillent favorablement le remue-ménage des politiciens à gages, ils n'ont pas la moindre intention d'abandonner leur sceptre. En Amérique, c'est le régime, et non la police, qui est tout-puissant.

Telles sont les idées générales. Voici maintenant les détails.

police toute latitude de battre et de torturer ses victimes.

Ce complot a été mis sur pied au cours d'une conférence qui s'est tenue le 11 juin 1952 dans le bureau de My-

Je pénètre dans le Saint des Saints

PUISQUE les méthodes du F.B.I. pour la chasse aux sorcières sont relativement bien connues, le présent article se propose avant tout de révéler des faits ignorés sur la collaboration secrète du F.B.I. avec le K.K.K. Ces faits sont, bien entendu, parmi les secrets les plus jalousement gardés du Saint des Saints du F.B.I. et les klavernes du K.K.K. Pour obtenir des informations sur ce point, j'ai décidé en 1946 de m'introduire dans les deux organisations ; c'est à cette tâche que je me suis principalement consacré depuis ce moment-là.

Sous un faux nom, je suis allé travailler dans la « Ville Impériale » du Klan, à Atlanta, en Géorgie, et j'ai fait une demande pour être admis comme « citoyen de l'Empire invisible » du K.K.K. Ma première découverte a été que le comité Klokann de cinq hommes chargés d'enquêter sur tous les postulants était composé des meilleurs inspecteurs de police de la ville. Bien que le Klokann ait fait une réponse favorable à ma demande il devait me valoir de nombreux ennuis dans les années à venir, allant jusqu'à offrir une récompense de 1.000 dollars par livre de mon « postérieur ».

Ensuite, je m'arrangeai pour prendre contact avec le F.B.I. — non seulement avec son bureau d'Atlanta, mais aussi avec son quartier général de Washington. Des dispositions furent prises pour que le F.B.I. pût avoir connaissance de mes rapports, et j'eus une ligne téléphonique directe pour signaler de toute urgence les plans du Klan qui violaient la loi fédérale. Mais bien que mes rapports et mes communications téléphoniques multipliasent les renseignements qui auraient permis d'engager des poursuites, le F.B.I. ne faisait rien. Je continuais cependant mes rapports, afin d'étudier de l'intérieur les méthodes du F.B.I.

Les liens entre le Klan et la police ne sont pas, en réalité, un secret. Il est parfaitement banal, dans les défilés du Klan de voir des pantalons d'uniforme dépasser sous les robes. Il arrive même parfois que la collusion se révèle de façon beaucoup plus nette : c'est, par exemple, ce qui s'est produit à Myrtle Beach, dans la Caroline du Sud le 27 août 1951. Le Klan avait assigné un bal de Noirs ; les Noirs ripostèrent, un Klansman fut tué. Le mort, James D. Johnson, portait sous sa robe du Klan un uniforme de la police. Il venait juste d'être élu.

Dans les Klans d'Atlanta où j'ai passé la plus grande partie de mon temps, la proportion de policiers était très élevée. Je me rappelle une séance d'initiation où, sur les 82 nouveaux membres, 36 étaient des policiers. Avant le début de la cérémonie, on leur demanda de retirer leurs revolvers et de les déposer devant l'autel, aux pieds du Grand Dragon. Ce n'était pas une mince preuve d'obéissance.

Un des membres les plus « populaires » du quartier général du Klan à Atlanta est un policier du nom de Nash, qui répond à l'agréable surnom de « Itchy Trigger Finger ». Nash, dont on comprendra toute la saveur si l'on sait que itchy veut dire « qui a des démangeaisons » et que le trigger finger est le doigt qui appuie sur la gâchette. Le Klan a adressé des félicitations officielles à Nash lorsque celui-ci a tué son treizième Noir « dans l'accomplissement de son devoir ». Un jour, au cours d'une campagne financière destinée à réunir des fonds pour la constitution d'un lobby (1) contre la législation sur les droits civils, le Dragon organisa une vente aux enchères

des J. Lane, le District Attorney de la ville de New-York. L'accord a été passé entre l'Attorney General adjoint des Etats-Unis, chargé de la protection des droits civils, James Mac Inerney ; l'adjoint du préfet de police de New-York, Frank Fritensky ; et l'inspecteur principal Conrad H. Rothengast — ces deux derniers représentant le préfet de police de New-York, George P. Monaghan.

La découverte de cette conspiration au début de 1953 est venue couronner une vague de brutalités policières à New-York. La National Association for the Advancement of Colored People a déclaré qu'elle avait reçu plus de 100 plaintes pour « brutalités » au cours des trente mois précédents ; et elle n'avait pu obtenir de sanctions disciplinaires contre les policiers que dans deux cas seulement. Les Noirs ne sont du reste pas les seules victimes. C'est ainsi que le 30 septembre 1952, Richard Kern a été passé à tabac parce qu'il distribuait des tracts de la Ligue de résistance à la guerre.

Je pénètre dans le Saint des Saints

de balles de revolver, calibre 45, des « Police Special », à un dollar la balle, puis les offrir à Nash en déclarant : « Il sait ce qu'il doit en faire ».

Autre policier membre du Klan, « Shotgun » Johnson, Johnson la Mitraillette, appartient aux services de la circulation, et c'est lui qui est chargé de débarrasser les rues des voitures en stationnement quand le Klan veut défilé. Le lieutenant de police Jimmy Helms veille que les policiers membres du Klan fassent partie de l'équipe de jour, afin d'être libres la nuit de se consacrer aux activités du Klan.

Comme tous les Klansmen ont prêté serment d'obéir aveuglément à tous les dictats de la hiérarchie, les chefs ont, grâce à la police, tout pouvoir de procéder à des arrestations. Lorsque des plaintes sont déposées à la klaverve contre des Noirs, des Juifs, des catholiques, des syndicalistes, etc., le Dragon peut en référer au Comité d'enquête du Klan sur les activités anti-américaines, dont le chef est le Frère Hoke Gewinner. Si on juge qu'il n'y a pas besoin d'enquête, le Dragon peut ordonner aux policiers présents de retirer leur robe, de sortir en uniforme de police et d'aller procéder à l'arrestation avec les voitures de la police, sous un prétexte quelconque, puis de revenir présenter leur rapport à la klaverve avant la fin de la nuit. Par ailleurs, il arrivait souvent que le Dragon transmettait une affaire à ce qu'il appelait le « Klub des Klaviers » (Klaviers Klub). Je tâtai le terrain pour savoir ce qu'était ce Klub.

— Aimes-tu le sang ? me demandait-on.

— Je n'aurais, répondis-je. Cette réponse fut plaire, car quelques semaines plus tard, je fus invité

Dix mille chiens de garde

Il est caractéristique de l'Amérique d'aujourd'hui que bien que la Cour suprême ait interdit d'utiliser les lois et les tribunaux pour maintenir la ségrégation raciale, le F.B.I. autorise le K.K.K. et ses organisations de façade à imposer la ségrégation par la terreur. Le Klan entretient un « Komité du Logement » qui rend des visites nocturnes aux familles noires installées dans des quartiers « où elles ne devraient pas être » et leur ordonne, sous la menace, de déménager. Ceux qui refusent se font généralement dynamiter ; il y a des centaines d'exemples d'affaires de ce genre depuis la fin de la guerre.

Une technique un peu plus subtile est employée par une des nombreuses « associations civiques de protection » (community protective associations) du Klan, la West End Cooperative Corporation of Atlanta. Présidée par le Klansman Martin Johnson, cette Corporation a pour devise : « Pas de querelles mais de la psychologie ». Johnson s'est vanté devant moi d'avoir « 10.000 chiens de garde » qui lui téléphonent chaque fois qu'ils voient une famille noire s'installer dans un « quartier blanc ». On mobilise alors par téléphone tout un attroupement sur les lieux, puis Johnson survient et déclare aux Noirs que bien qu'ils aient légalement le droit de s'installer dans cette maison, il ne fait guère de doute que, malgré ses efforts à lui, Johnson, des violences vont s'ensuivre. Généralement cette petite mise en scène suffit.

Non content d'imposer aux gens leur résidence, le Klan s'institute souvent le défenseur de la morale publique. Des

au Klub. Le chef en était un gros Klansman du nom de Cliff Vittur ; il m'expliqua les trois commandements du parfait Klavaler : 1° Le Klavaler n'a pas froid aux yeux ; 2° Motus et bouche cousue ; 3° Klavaler, toujours prêt.

Seuls, les Klansmen les plus sadiques et les plus forcenés sont choisis pour servir comme Klaviers, et leur identité n'est même pas connue des membres ordinaires du Klan. L'uniforme des Klaviers consiste généralement en une robe non pas blanche, mais noire. Dans certains États, les Klaviers portent le nom de « Légion noire » ou « Légion de la mort ». J'appris que dans le New-Jersey, les Klaviers avaient autrefois entretenu une escouade motorisée qui se réunissait pour semer la terreur dans des villages entiers. L'uniforme actuel de la police du New-Jersey est inspiré de celui des Klaviers.

La carte d'affiliation au Klub des Klaviers — Vittur expliquait en souriant que symbolisme cabalistique — porte un point d'interrogation symbolisant l'astuce tortueuse, et les lettres « A.T. », qui signifient Ass-Tearer, « pourfendeur d'ânes ». Par la suite, lorsque j'eus accès au livre rituel secret du Klan, le Kloran, j'appris que les Klaviers servent dans le « Département militaire » de l'ordre et qu'ils se voient confier toutes les activités « directes » — les flagellations, les castrations, les incendies, les dynamitages, les lynchages.

La seule excuse admise lorsqu'on ne répondait pas à une convocation du Klub était une maladie grave. L'une des premières tâches auxquelles Vittur invita les Klaviers fut d'« aider le F.B.I. à arrêter un trafiquant de drogues » qui devait arriver à la gare des autobus. N'ayant pas réussi dans ce travail, les Klaviers se retournèrent contre un chauffeur de taxi noir, qu'ils accusaient d'avoir transporté des blanches (ce qui est une « offense criminelle » dans le Sud). Dans l'Atlanta Constitution du lendemain, je lus ce bref entrefilet : « On a retrouvé cette nuit sur Pryor Road le cadavre d'un Noir, la tête et la poitrine broyées, probablement victime d'un chauffard qui a pris la fuite ». A la réunion suivante du Klub, j'appris que les Klaviers avaient écarté le chauffeur avec sa propre voiture. Vittur leur reprocha vivement de n'avoir pas effacé leurs empreintes sur la voiture et dit que s'il n'avait pas aussitôt demandé à des Klansmen du quartier général de la police de l'essuyer, les Klaviers seraient « dans des sales draps ».

Les Klaviers d'Atlanta avaient l'habitude d'enlever leurs victimes et d'aller les jeter dans le comté voisin de Rockdale, parce que les policiers et les juges de ce comté étaient des « Frères Klansmen ». J'ai toujours informé le Gouverneur et le F.B.I. de ce qui se passait, et dans la mesure du possible avant ; mais le Gouverneur était impuissant devant la complicité des fonctionnaires du comté, et le F.B.I. ne voulait rien faire.

Ce que sont et ce que veulent les Communistes Libertaires

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance et la valeur :

Au service de la propagande
Lisez, faites lire à
tous vos camarades de travail

MANIFESTE
du
COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels
La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

— Le Communisme libertaire, doctrine sociale.
— Le problème du programme.
— Rapport entre les masses et l'avant-garde révolutionnaire.
— Principes internes de l'organisation révolutionnaire ou Parti.
— Le programme communiste libertaire :

- 1) Les aspects de la domination bourgeoise :
Le Capitalisme et l'Etat ;
- 2) Les caractères du Communisme libertaire ;
- 3) Le fait révolutionnaire :
Le problème du Pouvoir et de l'Etat.

— La morale communiste libertaire.

Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

1^{er} LOT : 700 francs
J. Maitron. — Paul Delesalle.
J. Graves. — Réformes, Révolution.

2^o LOT : 850 francs
D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3^o LOT : 950 francs
H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).
(1884-1895).

4^o LOT : 550 francs
L. Trotzkil. — Pages choisies et expliquées de Marx.
J. Grave. — Réformes, Révolution.
C. Bernerl. — Le Juif antisémite.

5^o LOT : 2.500 francs
P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.
J.-J. Brioux. — La Chine du Nationalisme au communisme.

6^o LOT : 950 francs
T. Mende. — L'Inde.
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

7^o LOT : 1.000 francs
Henry Poulaille. — Pain de soldat.
Le Pain quotidien.
G. Glaser. — Secret et Violence.

8^o LOT : 450 francs
F. Planché. — Kropotkine.
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

9^o LOT : 1.000 francs
J. Cervione. — La Femme du docteur.
G. Glaser. — Secret et violence.
R. Robban. — Si l'Allemagne avait vaincu.

10^o LOT : 500 francs
R. Vailland. — Bon pied, bon œil.
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.
M. Abdoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11^o LOT : 500 francs
C. Abdullah. — Maison d'enfants.
J. Humbert. — En pleine vie.
D^{re} Laurence. — La Connaissance paranormale.

12^o LOT : 1.500 francs
V. Crastie. — André Breton.
A. Memmi. — La Statue de sel.
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.

13^o LOT : 1.200 francs
B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.
F. Boyer. — Jeux interdits.
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14^o LOT : 850 francs
Entretien psychiatriques 1952.
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.
La Connaissance paranormale.

15^o LOT : 850 francs
Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.
R. Neumann. — Colin-Maillard.

Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X^e
C.C.P. Paris 8032-34

Les travailleurs défendront
le droit syndical par la grève :

Arme inaliénable de la classe ouvrière

TOUTE la meute des économiquement forts, que ce soient financiers, industriels ou commerçants, est aux abois. La grève des travailleurs de la fonction publique et de l'Etat, ça les gêne, ça les ennuie. Pour cette gent toute spéciale, c'est impensable et cela ne doit plus se renouveler.

On épluche les textes depuis un certain temps. Articles de la Constitution et statuts des fonctionnaires sont passés au sés. On rogne à qui mieux mieux. On durcit les phrases trop souples. On veut abolir la liberté d'association.

Cela fait six mois au moins que l'on pousse le gouvernement à agir dans le sens régressif. Avec l'avènement de Laniel, l'ombre de Paul, on avait tout espéré. Dans les hautes sphères, on s'est bien promis de la mater la classe ouvrière. D'abord, en abolissant le droit de grève aux travailleurs de la fonction publique, on pousserait plus loin après, on s'attaquerait au secteur privé.

Mais le mauvais coup a raté. Les décrets-lois de Laniel ont démontré que les travailleurs de la fonction publique n'ont pas abandonné le seul moyen d'action en leur pouvoir et leur recours immédiat à la grève en est la démonstration la plus typique et la plus fulgurante.

Cette grève déclenchée par les militants F.O. ne paraissait pas en haut lieu bien méchante. On s'imaginait assez facilement qu'elle serait un feu

de paille. On avait tout bonnement omis de faire une distinction catégorique entre la base et les sommets.

La docilité, la servilité que l'on escomptait des directions syndicales aux fins de trahison des intérêts collectifs des travailleurs ne purent avoir aucun effet. La base unitaire des travailleurs, sans se soucier nullement des ordres donnés, créa elle-même, et sous son propre contrôle, ses comités de grève.

La réaction, certes, n'est pas vaincue, mais les grandes illusions qu'elle s'était faites, elle devra les ranger au musée des accessoires. Les travailleurs des secteurs public et privé viennent de lui signifier qu'aucune atteinte ne doit être portée au strict droit syndical et que toute menace d'où qu'elle vienne et à quelle qu'elle soit sera combattue par la grève : arme inaliénable du prolétariat.

LIB

La réaction, certes, n'est pas vaincue, mais les grandes illusions qu'elle s'était faites, elle devra les ranger au musée des accessoires. Les travailleurs des secteurs public et privé viennent de lui signifier qu'aucune atteinte ne doit être portée au strict droit syndical et que toute menace d'où qu'elle vienne et à quelle qu'elle soit sera combattue par la grève : arme inaliénable du prolétariat.

RÉPONSES A LANIEL-REYNAUD

Il est clair que les travailleurs en grève ont répondu, par leur ténacité, aux arguments du gouvernement. Mais il y a encore trop d'exploités inconscients, trompés par la démagogie gouvernementale.

C'est pour ceux-là qu'il faut répondre.

Le gouvernement invoque les économies nécessaires, la défense de la monnaie ; il prétend que toute augmentation des salaires et traitements serait illusoire, que les travailleurs seraient payés en « monnaie de singe ».

Mais le gouvernement actuel a multiplié le nombre des ministres (ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'Etat) et les 1.000 députés, sénateurs et conseillers de l'Union Française se sont octroyés avant de partir en vacances une augmentation de 25.000 fr. par mois avec effet du 1^{er} mars, augmentation camouflée sous le nom d'indemnité de secrétariat.

Voici la lettre adressée au gouvernement par le Comité de grève des Postiers de Paris, 17.

Les postiers acceptent d'être payés en fausse monnaie

« Monsieur le président du Conseil,

« Dans votre allocation radio-diffusée du 17 août vous avez posé à tous les travailleurs cette question : « Acceptez-vous que vos revendications actuelles soient satisfaites en fausse monnaie ? »

« Après consultation de l'ensemble de nos camarades nous sommes en mesure de vous répondre ce qui suit :

« Considérant d'une part que les 25.000 francs d'augmentation mensuelle que se sont attribués les députés dans leur majorité ainsi que vous-même, avec rappel de quatre mois, n'ont pu être payés qu'en « fausse monnaie » ;

« Considérant d'autre part que les 3 milliards débouqués ces jours derniers pour l'augmentation des traitements de la police (obtenue sans grève) ne peuvent être également que de la « fausse monnaie » ;

« Se déclarent prêts à accepter cette fausse monnaie pour la satisfaction de leurs revendications, convaincus que ce qui permet aux uns de passer de joyeuses et dispendieuses vacances doit permettre aux autres de faire vivre décemment leurs femmes et leurs enfants ».

Enfin, nous constaterons que le gouvernement serait bien en peine, pour « défendre la monnaie » de proposer quoi que ce soit contre les trafiquants et les patrons fraudeurs d'impôts et les doubles comptabilités des commerçants !

Le gouvernement, pour reculer l'âge des retraités, s'affaire sur l'argument suivant : les retraités ont encore une capacité de production puis-que nombre d'entre eux cumulent

leur retraite avec un emploi ou demandent à rester en activité.

Sans nier le tort que certains cadres retraités font à l'ensemble des travailleurs d'Etat en continuant sans nécessité à travailler, nous précisons à M. Laniel et à son compère, beau-frère et conseiller Paul Reynaud, que dans l'ensemble, si les retraités travaillent, c'est que souvent leur retraite est insuffisante. Une retraite égale au moins au salaire de base, uniforme pour tous les travailleurs privés comme pour tous les travailleurs d'Etat, et il y aura de la place pour les jeunes. Seuls, les exploités, les oisifs, les Paul Reynaud, sont en pleine forme à 70 ans !

Autre argument Laniel-Reynaud : le nombre des retraités est trop élevé par rapport au nombre des agents en activité.

Nouvelles internationales

Les 600.000 cheminots
britanniques réclament
une augmentation de 15%

LONDRES. — Les représentants syndicaux des 600.000 cheminots des chemins de fer nationalisés britanniques ont réclamé à la direction une augmentation de salaire de 15 %.

Les éclusiers et le personnel hôtelier ont déjà réclamé des augmentations de salaires.

Action directe
aux États-Unis

INDIANAPOLIS. — Des incidents ont éclaté mercredi soir devant les centrales téléphoniques de l'Indiana Bell Telephone Co. à Elwood et à Alexandria, deux villes situées dans la région d'Indianapolis.

Des employés se trouvant actuellement en grève ont, malgré la police, pénétré de force dans la Centrale d'Elwood.

Un certain nombre d'employés de

Nous répondrons à cela d'abord que c'est un mensonge que d'affirmer qu'il y a autant de retraités que de travailleurs actifs, sauf peut-être chez les députés, sénateurs et ministres et chez les militaires ! Il est d'ailleurs normal que le nombre des personnes actives diminue lorsque les capacités de production augmentent. Aujourd'hui, et compte tenu de l'allongement moyen de la durée de la vie humaine, la capacité de production permet même d'avancer l'âge de la retraite et on peut faire vivre plus de personnes avec moins de travail. Nous dirons même que l'avancement de l'âge de la retraite à 50 ans pour tous s'impose comme s'impose la diminution des heures de travail (et d'abord le retour aux 40 heures). Le gouvernement avouera-t-il qu'il veut étendre le chômage des jeunes ?

L'Indiana Bell Telephone Co. sont en grève depuis 29 jours. Une grève plus étendue, qui doit affecter la compagnie des téléphones Bell dans six autres Etats, est prévue pour aujourd'hui. Le conflit porte sur les salaires et sur d'autres revendications.

Revendications de salaires
en Grande-Bretagne

LONDRES. — Prenant la parole au Congrès annuel de la confédération de la construction mécanique, M. Jim Matthews, délégué du syndicat des transports et ouvriers généraux, faisant allusion aux grèves qui se déroulent actuellement en France, a déclaré que des événements semblables pourraient se produire en Angleterre. « Si le gouvernement faisait la sourde oreille aux revendications ouvrières !

Le Congrès a adopté d'autre part, à l'unanimité, une résolution demandant une augmentation uniforme de 15 % pour tous les travailleurs de la branche qu'il représente.

Le syndicat compte trois millions d'adhérents.

LES DIRIGEANTS FEDERAUX
DES POSTIERS
F.O. : « GREVE
JUSQU'A LA VICTOIRE »

Dans un communiqué publié le 15 août, les représentants postiers F.O., après avoir rappelé les conversations qui se sont déroulées entre le bureau confédéral F.O. et le gouvernement, ont signalé que « si quelques assurances ont pu être recueillies, elles ont été accompagnées d'exigences telles qu'aucun accord n'a pu intervenir ».

LE PARTI SOCIALISTE
SOLIDARITE
AVEC LES GREVISTES

« Le parti socialiste et son groupe parlementaire approuvent l'action menée par les travailleurs en grève. Ils les félicitent d'avoir mené leur mouvement dans l'ordre républicain et sur le plan strictement professionnel.

« Nous sommes, sans restriction, nous l'avons dit sans réticence au début de notre entretien, solidaires de ce mouvement, dont les communiqués officiels ou officieux ne sauraient atténuer ni l'ensemble ni la cohésion. »

« Nous restons à leurs côtés dans cette bataille que livrent les travailleurs dont vous avez reconnu vous-même que, pour beaucoup la situation matérielle était insuffisante et, par conséquent, inacceptable.

M. BOULADOUX (C.F.T.C.) : « LES DECRETS ONT PROUVE QUE LA REACTION PASSE A L'ATTAQUE »

Après nous avoir rappelé que, dans un communiqué publié lundi, le bureau confédéral de la C.F.T.C. signalait qu'il multiplierait ses efforts de négociations pour que tous les litiges en

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

L'attitude des grandes centrales syndicales

F. O.

On sait que Force Ouvrière, la main forcée par la base, dut reconnaître la grève dès ses débuts.

Elle voulut alors profiter de l'opération : Elle se défendit de donner à la grève un caractère politique mais s'en servit à des fins de basse politique : aider le parti socialiste dans son opposition au gouvernement Laniel et redorer le blason de la S.F.I.O. en même temps que le sien propre en jouant le jeu de premier défenseur de la classe ouvrière.

Mais la manœuvre ne réussit pas. Certains travailleurs certes, étaient prêts de reconnaître F.O. comme une centrale indépendante, au service exclusif des ouvriers, lorsque les dirigeants de F.O., Bothereau et Le Bourre en tête, inquiets de voir l'ampleur de la grève, craignant d'être dépassés par la base, effrayés à l'idée que la C.G.T. seule pouvait bénéficier d'une grève générale illimitée, s'entendirent avec une équipe M.R.P. inspirée par Lecourt : il fallait stopper la grève, calmer les travailleurs, faire reprendre le travail avant que les choses s'enveniment, avant la convocation du Parlement (que redoutaient surtout les M.R.P.) : la déclaration de Laniel du 19 août, déclaration de guerre à la classe ouvrière, faillit empêcher l'opération.

PENDANT LA GRÈVE

Panorama de la trahison

tion. Il devenait difficile de parler d'accord aux travailleurs, difficile de leur demander de reprendre le travail sans garanties sérieuses, mais la peur l'emporta : la peur imbécile des eunuques de F.O. devant les staliniens et la peur très justifiée du M.R.P. devant la rentrée de l'Assemblée. Et ce fut la trahison.

Et pourtant, aux premières heures, alors que la grève paraissait rentable politiquement à F.O., un communiqué de la Fédération Syndicaliste des P.T.T. (F.O.) daté du 5 août, n'hésitait pas à proclamer : « Contre une telle régression, contre une telle atteinte à des travailleurs qui n'ont aucune responsabilité dans l'anarchie économique d'un pays exploité par les fraudeurs, les trafiquants et les prébendiers, la révolte spontanée est indispensable, elle prend le caractère d'une opération de salut public.

Elle justifie à elle seule la grève générale des P.T.T.

Cependant, la Fédération Syndicaliste Force Ouvrière des P.T.T. n'entend pas rester sur une position de défensive devant un gouvernement réactionnaire.

Le bureau confédéral F.O. accepta donc les « offres » gouvernementales qui n'apportaient rien de positif, de vagues promesses, et sur cette base demanda aux travailleurs de reprendre le travail.

Les responsables de la Fédération Syndicaliste P.T.T. (F.O.) suivirent les chefs confédéraux : Grimaldi, inspecteur principal de l'Administration Centrale ; Mourguès, inspecteur principal, instructeur ; Stœsel, inspecteur principal, trahirent.

Le Drix, jusque-là minoritaire à F.O. se rallia aux traités de la majorité, choisit, comme on vient de le voir, parmi les cadres des P.T.T. (courieuse fédération syndicaliste). Mieux, le célèbre Mathé, grand inspirateur des P.T.T.-F.O. est aujourd'hui directeur départemental des P.T.T. à Tours, signa de sa main... les ordres de suspension de ses camarades grévistes !

Mais la trahison fut brisée, dès les premières heures, Les Assemblées de grévistes, les militants F.O. les premiers, stigmatisèrent l'attitude des dirigeants fédéraux et confédéraux et décidèrent plus unis que jamais, de repousser l'ordre de reprise, de continuer la grève.

La manœuvre politique de F.O. au début de la grève, s'achevait dans la honte. Du même coup, la manœuvre gouvernementale qui avait consisté à grossir l'importance des Centrales « libres » à la Radio et dans la Presse pour gêner les staliniens et donner plus de poids aux conseils de prudence et aux ordres de reprise de F.O. et de la C.F.T.C., s'effondrait. Laniel-Reynaud et leur presse se ridiculisaient une fois de plus : on affichait « Fin des grèves », alors que l'action rebondissait et que les militants F.O. de base dénonçaient la trahison de leurs dirigeants. Il faut maintenant que ces militants se débarrassent des individus qui osent encore prétendre les représenter : en accomplissant cette tâche, ils donneront un exemple à tous les travailleurs.

C. F. T. C.

AUTRE centrale syndicale dite « libre », la C.F.T.C. ne pouvait faire mieux que démentir le pas à F.O., de rallier la trahison. Les grands chefs de la

Centrale chrétienne y virent sans doute, de plus, l'intérêt qu'il y avait à tirer d'embarras le M.R.P. : la fin de la grève avant la réunion du Parlement serait une bénédiction évitant de choisir entre le soutien à Laniel qui couperait le M.R.P. des électeurs ouvriers et la responsabilité d'une crise ministérielle amenant le risque d'une dissolution de l'Assemblée et la condamnation du M.R.P. par ses soutiens les plus droitières.

Mais la réaction de la base C.F.T.C. fut aussi saine et plus nette encore peut-être que celle de la base de Force Ouvrière. On lira ci-dessous un tract qui en témoigne.

C. G. T.

LA C.G.T. a d'abord été surprise par une grève qu'elle n'avait ni préparée, ni voulue. Que faire ? Elle ne pouvait que se rallier, en attendant les événements.

Ces événements lui furent fournis par la trahison F.O.-C.F.T.C. qui lui permit d'apparaître comme la seule centrale ouvrière propre alors qu'elle avait craint un moment de voir trop briller l'étoile F.O. Les crétiens F.O. en trahissant par peur des staliniens, faisaient le jeu des staliniens.

Mais, depuis le début de la grève, où elle ne fit que se rallier, jusqu'au tournant F.O.-C.F.T.C. qui lui offrit un jeu nouveau, la direction de la C.G.T. malgré un langage plus catégorique que celui en usage dans les autres centrales, soutint mollement la grève. Même dans l'Humanité, on ne fit et on ne fait aujourd'hui encore, qu'encourager les grévistes à tenir. Pas d'effort pour amplifier la grève, pour lui donner une orientation, pas de tentative de « direction » : les tracts diffusés chez Renault par la C.G.T. sont d'une grisaille surprenante : point de mots d'ordre, point d'appels énergiques, comme si l'on

criait : « Vive la grève » en souhaitant de n'être pas écouté.

Les Anes sociaux-démocrates de Franc-Tireur ont cru voir là de l'honnêteté, de la correction. La vérité est que le P.C. et la C.G.T. paralysés par le Kremlin et sa politique de rapprochement de Malenkov avec la France bourgeoise, ne peuvent rien tenter : que feraient-ils d'une grève dont le dynamisme les pousserait vers la prise du pouvoir alors qu'il s'agit pour Malenkov, pour l'instant, de sourire aux gouvernements actuels ?

Certes, on ne pourra cette fois reprocher à la C.G.T. (mettons à part les gens de l'Aurore, de Paris-Presse et leurs financiers dont Laniel-Reynaud qui volent dans la prolongation et le rebondissement des grèves la main des communistes), de politiser les grèves. Mais c'est cependant en fonction de la politique de la politique du Kremlin et non de la politique des intérêts du prolétariat, que se produit cet apolitisme apparent ; dans les circonstances où elle se trouvait, la C.G.T. ne pouvait faire que sauver l'honneur et voir venir. Elle y ajoute depuis la trahison des chefs F.O. et C.F.T.C. : bénéficier des monstrueuses erreurs des autres. Elle aura ainsi renforcé son prestige auprès des travailleurs. Mais si elle s'était trouvée dans une période de « gauchisme » utile à Moscou, elle généralisait la grève dans l'industrie privée, elle l'orientait vers l'offensive contre le régime.

La C.G.T. n'aura pas trahi la grève. Mais elle l'aura faiblement aidée ; quiconque a l'habitude de lire la presse stalinienne le sent immédiatement et ce passage du dernier communiqué de la C.G.T. paru le 24 août (dans l'Humanité) en fait foi :

Cette politique, le refus de discuter avec l'organisation la plus représentative des travailleurs et la complicité de dirigeants nationaux C.F.T.C. et F.O. sont responsables de la prolongation des grèves. La C.G.T. comprend la colère des travailleurs F.O. et C.F.T.C., indignés par cette complicité.

Il reste que là comme à F.O. ou à la C.F.T.C., c'est la base militante qui aura sauvé la grève.

WENGER
Paris 19

GENDREAU
Paris 8

Paris, le 22 Août 1953 1 h. 30

REACTIION SAINNE DES MILITANTS SYNDICALISTES

APPEL AUX SYNDICATS CHRÉTIENS DES P.T.T.

S'ELEVANT AVEC INDIGNATION CONTRE L'ORDRE DE REPRISE DU TRAVAIL, LANCE ILLEGALEMENT PAR CERTAINS DIRIGEANTS DE LA FEDERATION C.F.T.C. DES P.T.T.

WENGER, PLASSON ET GENDREAU, RESPECTIVEMENT MEMBRES DU BUREAU FEDERAL ET DU CONSEIL FEDERAL,

LANCENT UN APPEL AUX MILITANTS ET ADHERENTS C.F.T.C. REPRESENTANT LA MAJORITE DES C.F.T.C. POUR :

LA REUNION DU CONSEIL FEDERAL POUR OBTENIR LA DEMISSION DU BUREAU ACTUEL DE LA FEDERATION ;

LA POURSUITE DE L'ORDRE DE GREVE JUSQU'A SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS.

NOS CAMARADES, au cours de conversations qu'ils ont eues avec le Président et le Secrétaire général adjoint de la Fédération, ont obtenu du Bureau fédéral la réunion du Conseil fédéral pour Lundi 24 AOÛT 1953, à 15 heures, au 26, rue Montholon.

Appuyez l'ordre du jour de ce Conseil par la présence en masse des adhérents C.F.T.C. à la Bourse du Travail, tous les jours, à 10 heures, où vous remettrez à nos camarades les motions les approuvant.

Quelques heures avant la trahison

LES DIRIGEANTS FEDERAUX
DES POSTIERS
F.O. : « GREVE
JUSQU'A LA VICTOIRE »

Dans un communiqué publié le 15 août, les représentants postiers F.O., après avoir rappelé les conversations qui se sont déroulées entre le bureau confédéral F.O. et le gouvernement, ont signalé que « si quelques assurances ont pu être recueillies, elles ont été accompagnées d'exigences telles qu'aucun accord n'a pu intervenir ».

LE PARTI SOCIALISTE
SOLIDARITE
AVEC LES GREVISTES

« Le parti socialiste et son groupe parlementaire approuvent l'action menée par les travailleurs en grève. Ils les félicitent d'avoir mené leur mouvement dans l'ordre républicain et sur le plan strictement professionnel.

« Nous sommes, sans restriction, nous l'avons dit sans réticence au début de notre entretien, solidaires de ce mouvement, dont les communiqués officiels ou officieux ne sauraient atténuer ni l'ensemble ni la cohésion. »

« Nous restons à leurs côtés dans cette bataille que livrent les travailleurs dont vous avez reconnu vous-même que, pour beaucoup la situation matérielle était insuffisante et, par conséquent, inacceptable.

M. BOULADOUX (C.F.T.C.) : « LES DECRETS ONT PROUVE QUE LA REACTION PASSE A L'ATTAQUE »

Après nous avoir rappelé que, dans un communiqué publié lundi, le bureau confédéral de la C.F.T.C. signalait qu'il multiplierait ses efforts de négociations pour que tous les litiges en

cours soient réglés dans le secteur public. M. BouladoUX, président de la Confédération française des travailleurs chrétiens, a déclaré :

« Des ministres se sont imaginés que parce que depuis deux ans la réaction pouvait faire ce qu'elle voulait, cela continuerait. Il y a des choses que l'on ne peut faire. Nous avions averti M. Laniel, dès le 4 août.

Nous n'avons pas perdu l'espoir de faire entendre raison. Ce qui est en jeu, c'est la vie même de la démocratie.

Nous considérons que quels que soient les droits d'un gouvernement régulièrement investi, il n'a pas celui de modifier unilatéralement des contrats. C'est ce qui a été fait, avec la promulgation des décrets. Une large couche de la classe ouvrière ne méconnaît pas un certain sens politique du mouvement actuel. Par là il ne faut

pas confondre « politique » et « parti ».

On a traité la classe ouvrière comme une classe mineure. On l'a tenu à l'écart. Les décrets, pour les travailleurs, sont la preuve tangible que la réaction passe à l'attaque... Je suis persuadé du développement de l'action dans le secteur privé ; des revendications professionnelles seront formulées.

La reddition sans condition est impossible. On ne reprend le travail que sous condition, ou que si l'on est battu. Ce qui n'est pas le cas.

M. BOTHREAU (F.O.) : « LE GOUVERNEMENT A ROMPU BIEN INUTILEMENT LES CONTACTS »

M. Bothereau, secrétaire confédéral Force Ouvrière, a fait la déclaration suivante : « Durant deux jours, vous le savez,

nous avons eu des contacts avec le président du Conseil. Nous avons eu l'impression d'un langage de sours. M. Laniel allie le paternalisme à une conception erronée — ou du moins périmée — de l'autorité de l'Etat.

En prononçant son allocution radio-diffusée, il a eu l'illusion de croire que devant un mouvement de cette ampleur, de cette flamme, les grévistes pourraient reprendre le travail sans garantie.

La rupture entre le président du Conseil et les organisations syndicales libres, sera-t-elle définitive ? Je n'en sais rien. Nous ne pouvons que l'enregistrer.

Notre bureau confédéral s'est réuni avec le bureau confédéral C.F.T.C. Nous avons constaté une parfaite identité de vue.

M. Laniel a mis fin bien inutilement et bien tôt à des contacts qui pouvaient se prolonger...

18-8-53.